

Isabelle Ferreras: "La démocratie politique devient un théâtre de marionnettes"



©Dieter Telemans

[SIMON BRUNFAUT](#)

14 juin 2020 10:00

Fer de lance de la carte blanche de 3.000 chercheurs appelant à réécrire les règles de nos systèmes économiques après la crise du coronavirus, la chercheuse belge Isabelle Ferreras fait part de l'urgence de revoir le modèle de gouvernance des entreprises.

Dans une carte blanche intitulée "**Travail. Démocratiser. Demarchandiser. Dépolluer**" publié le mois dernier dans 43 journaux de 36 pays, plus de 3.000 chercheurs issus des universités du monde entier, dont Thomas Piketty, Eva Illouz, Dani Rodrik, Katharina Pistor, Jean Jouzel, Saskia Sassen, Pablo Servigne, Olivier De Schutter et Françoise Tulkens ont lancé un appel urgent pour tirer les leçons de la crise Covid-19 et **réécrire les règles de nos systèmes économiques** afin de créer une société plus démocratique et plus durable.

La sociologue Isabelle Ferreras, maître de recherche au FNRS, professeure à l'Université de Louvain, chercheuse associée à Harvard et membre de l'Académie royale a participé à la rédaction de ce texte avec ses collègues Dominique Méda et Julie Battilana. Cet appel

exceptionnel du monde de la recherche doit, selon elle, être plus que jamais discuté à l'heure de la reprise.

Qu'est-ce que cette crise nous apprend au sujet de notre modèle d'organisation du travail?

Pendant les dernières décennies, nous avons vécu en pensant que les humains au travail étaient de simples ressources et que ceux dont nous avons le plus besoin étaient les apporteurs de capitaux. Or, ce que cette crise nous apprend, c'est que les entreprises dépendent, dans des conditions extrêmement difficiles, des investisseurs en travail qui prennent eux aussi des risques. Ils investissent leur intelligence et leur santé, jusqu'à leur vie dans l'entreprise. Pour l'instant, notre modèle de gouvernance d'entreprise donne tout pouvoir à ceux qui apportent le capital. Ce modèle n'est plus crédible aussi bien du point de vue de l'efficacité que de la justice.

Vous pensez que nous devrions nous inspirer du modèle allemand de cogestion, par exemple?

Les alliés ont imposé ce modèle de cogestion à l'Allemagne de l'Ouest pour limiter l'influence des grands industriels allemands qui avaient soutenu Hitler. En leur mettant les syndicats dans les pattes, ils ont pensé que ça allait limiter la reprise de ces entreprises. Au contraire, cette structure d'entreprise a permis à l'Allemagne de recréer un tissu industriel extrêmement puissant grâce à une mobilisation des travailleurs et à l'ancrage de son capital.

Ce système a montré que prendre au sérieux les travailleurs a des vertus productives. Cependant, nous disons dans cette tribune que ce modèle est encore insuffisant pour permettre une véritable citoyenneté au travail. Il faut poursuivre l'innovation institutionnelle en approfondissant un modèle de codécision dans lequel les travailleurs pèsent sur la stratégie de l'entreprise. Il importerait donc de s'assurer d'une double majorité, au sein du conseil d'administration et du conseil d'entreprise, pour définir la stratégie de l'entreprise. Investissements, choix du ou de la CEO, redistribution des profits, responsabilité environnementale, lutte contre les discriminations à l'embauche: ces décisions concernent les investisseurs en travail. Leurs représentants doivent pouvoir les valider collectivement pour des raisons d'efficacité économique et de justice démocratique.

Dans l'état actuel, l'entreprise n'est pas démocratique selon vous?

Il existe une disjonction entre le projet de la démocratie politique et les formes de monopole de pouvoir privé réservées à ceux qui sont détenteurs du capital dans l'entreprise. On ne peut pas continuer ainsi à concentrer les droits politiques dans les mains de ceux qui possèdent le capital. Car le projet démocratique ne sera pas tenable dans ces conditions.

Avant même la crise du coronavirus, on pouvait voir les effets de cette contradiction. La montée du populisme, l'élection de Trump et le Brexit, ont révélé que les citoyens ne valident plus un projet de société où les décisions les plus importantes se décident sur des scènes où ils n'ont pas accès. La démocratie politique devient un théâtre de marionnettes pendant que les grandes entreprises mettent les États en concurrence entre eux. Mark Zuckerberg a plus de pouvoir sur nos vies qu'un Trump.

Les entreprises sont devenues des entités politiques à part entière et il est urgent de les faire rentrer dans l'histoire démocratique. Or, comment dans l'Histoire avons-nous fait pour

démocratiser ce qui était dans les seules mains des détenteurs de propriété? La transition s'est faite le plus souvent en passant par un moment bicaméral avec une formule de double majorité.

Nous allons faire face à une crise économique qui va nécessiter de faire des choix. L'État doit s'interroger: qui sauver? Si on prend l'exemple de Brussels Airlines, si vous étiez aux commandes, vous sauvez l'entreprise?

Contrairement à ce qui a eu lieu en 2008, l'État doit soutenir des structures qui sont démocratisées et dont la finalité rentre dans son projet de société. Comme le préconise le Rapport Sophia, il faut imposer aux entreprises de l'aéronautique des limites environnementales et sonores, tout en privilégiant les distances de plus de 1.000 kilomètres. Il faut en parallèle investir dans le ferroviaire. C'est la puissance publique qui doit effectuer l'arbitrage entre les secteurs économiques et imposer le cadre des limites de notre planète. Le néo-libéralisme a popularisé l'idée que seul le marché compte. Le marché est utile, mais on ne peut s'en remettre à lui aveuglément.

Mais c'est aussi le mode de financement public qu'il faudrait repenser, non?

Il faut se reconnecter aux besoins locaux des populations, entamer un véritable dialogue participatif qui soit animé par les collectivités et les communautés locales. Dans la tribune que nous avons publiée, nous proposons notamment le programme d'une "Garantie emploi pour tous". Pour ce type d'expérimentations, l'État finance, mais la gouvernance et le pilotage se font au niveau local, à l'image des "Territoires Zéro Chômeur de longue durée" initiés en France depuis 2016 et annoncés dans les déclarations de politique régionale wallonne et bruxelloise. L'emploi est défini en affinité avec ce que les personnes souhaitent et sont capables de faire. Cela n'a aucun sens de s'en remettre au "marché du travail" pour décider du taux de chômage d'une société. On sait par exemple que, concernant les soins de santé, il y a une demande très importante qui n'est pas remplie par le marché. Cela ne tire pourtant aucunement les salaires des infirmières à la hausse. Il faut donc l'acter: laissé à lui seul, le marché a échoué à assurer nos besoins vitaux. Au moment où nous en avons besoin, nous n'avons ni masques, ni tests, ni soignants en suffisance. Idem pour nos besoins environnementaux qui ne sont actuellement pas pris en charge par le marché. Nous devons d'urgence adapter nos processus productifs. Nous le savons, cela va nécessiter bien plus de travail humain. Les ingénieurs de l'université de Cambridge ont démontré cela. Si nous restons dans un modèle où la structure qui gouverne l'entreprise c'est la société anonyme, jamais les investissements ne vont être faits pour embaucher des personnes afin de réaliser la transition écologique. Il faut changer les structures pour permettre aux investisseurs en travail d'avoir un poids aussi important à celui des apporteurs de capital afin de produire les décisions nécessaires à la transition écologique..

Pensez-vous que le monde de l'entreprise va entendre votre appel?

Aujourd'hui, le top management des entreprises est tiraillé parce que la structure actuelle est faite pour qu'il rende des comptes aux seuls actionnaires. Pourtant, les entreprises vraiment performantes prennent leurs travailleurs au sérieux. Par exemple, en 2018 Google avait un contrat avec le Pentagone pour programmer des drones. Les ingénieurs se sont rendu compte

que l'objectif était en fait de créer des drones capables de tuer sans recours à la décision humaine. Ils ont refusé, et Google a fini par céder et a renoncé à ce contrat. Google démontre ainsi que sans cet investissement au travail, l'entreprise ne peut pas fonctionner.

Mais tous ne raisonnent pas de cette façon... Que pensez-vous de Jeff Bezos et d'Amazon, qui sort grand gagnant de cette crise?

En juin dernier, 8.000 salariés d'Amazon aux États-Unis avaient signé une lettre ouverte à destination de l'Assemblée générale afin de proposer que l'ensemble de la stratégie de l'entreprise se conforme aux recommandations du GIEC. Jeff Bezos a estimé que c'était grotesque et inutile et a recommandé de voter contre cette résolution. Il se comporte comme un despote éclairé.

Les entreprises qui souhaitent rester despotiques ne vont pas fonctionner de manière efficace très longtemps. En réalité, de nombreuses entreprises ont déjà entamé ce processus interne. Ça fait dix ans qu'on enseigne très sérieusement les principes de participation dans les écoles de commerce. Mais d'une participation à la mise en œuvre des moyens, les entreprises, si elles veulent mobiliser le meilleur de leurs salariés, devront aussi accepter de faire porter ces discussions sur les finalités de l'entreprise. Pour rester performante dans une économie de services, une entreprise doit se mettre en accord avec les attentes démocratiques de ses investisseurs en travail. Ça ne va pas faire plaisir à tout le monde, c'est certain. Mais c'est une urgence économique, démocratique et environnementale.

C'est le moment où jamais de revaloriser des professions trop longtemps restées invisibles?

Évidemment. La crise sanitaire nous a fait prendre conscience du caractère essentiel de travailleurs et travailleuses autrefois invisibles: les infirmières, les caissières, les institutrices, les livreurs, les postiers. Les mobilisations contre le racisme de ces derniers jours nous montrent des discriminations et des souffrances qui étaient également invisibles aux yeux de beaucoup. Nous sommes à un moment où les responsables politiques doivent se montrer à la hauteur de l'Histoire. Durant la Deuxième Guerre mondiale, la contribution des femmes a permis à la société de tenir. À la sortie de la guerre, il était donc tout simplement impossible de considérer qu'elles restent des êtres inférieurs politiquement. C'est la raison pour laquelle on leur a accordé le droit de vote.

La crise que nous connaissons va être longue, si les entreprises survivent, c'est parce qu'il y aura un investissement en travail colossal. Il ne suffira pas de promettre des augmentations de salaire. Au-delà de la justice redistributive, il faudra également une justice démocratique: donner des droits politiques aux travailleurs au sein de l'entreprise et dans le champ économique en général, c'est l'enjeu historique des droits individuels et collectifs du travail.

Source: L'Echo